

Moscou, garant de la logique territoriale face aux réseaux au Moyen-Orient ?

Adlene Mohammedi

Volume 47, Number 2-3, June–September 2016

Enjeux géostratégiques au Moyen-Orient

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1039543ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1039543ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mohammedi, A. (2016). Moscou, garant de la logique territoriale face aux réseaux au Moyen-Orient ? *Études internationales*, 47(2-3), 197–218.
<https://doi.org/10.7202/1039543ar>

Article abstract

Russia's scepticism towards the Arab uprisings could have led to renewed estrangement between Russia and the Middle East, comparable to the situation after the invasion of Afghanistan and the fall of the ussr. Instead, the Syrian crisis, after the setback in Libya, has given Russia the opportunity to play a central role. Obviously, this reflects an evolution in Russia's conception of its own territorial security. Since the beginning of the conflict, Moscow has claimed to be defending the state rather than the regime. This explains the widened acceptance of the word "terrorism." For Moscow, disintegration of the state paves the way for transnational jihad that has already threatened Russia both within its borders (Chechnya) and without (Afghanistan).

Moscou, garant de la logique territoriale face aux réseaux au Moyen-Orient ?

Adlene MOHAMMEDI*

RÉSUMÉ : *Le scepticisme de la Russie devant les soulèvements arabes aurait pu faire craindre un nouvel éloignement entre Moscou et ses partenaires moyen-orientaux après ceux consécutifs à l'invasion de l'Afghanistan et à la chute de l'URSS. Au contraire, la crise syrienne, après la déconvenue libyenne, a permis à la Russie de jouer un rôle incontournable. Cela traduit évidemment une évolution dans la conception de la sécurité du territoire russe lui-même. Depuis le début du conflit, et cela explique une acception plus large de la notion de « terrorisme », la Russie affirme défendre avant tout l'État. Le délitement de l'État est synonyme pour Moscou d'autoroutes pour un djihad transnational subi aussi bien à l'extérieur de ses frontières (Afghanistan) qu'à l'intérieur de celles-ci (Tchéchénie).*

MOTS-CLÉS : Russie, territoire, réseaux, eurasisme, géopolitique, Moyen-Orient

ABSTRACT : *Russia's scepticism towards the Arab uprisings could have led to renewed estrangement between Russia and the Middle East, comparable to the situation after the invasion of Afghanistan and the fall of the USSR. Instead, the Syrian crisis, after the setback in Libya, has given Russia the opportunity to play a central role. Obviously, this reflects an evolution in Russia's conception of its own territorial security. Since the beginning of the conflict, Moscow has claimed to be defending the state rather than the regime. This explains the widened acceptance of the word "terrorism." For Moscow, disintegration of the state paves the way for transnational jihad that has already threatened Russia both within its borders (Chechnya) and without (Afghanistan).*

KEYWORDS : Russia, territory, networks, Eurasianism, geopolitics, Middle East

RESUMEN : *El escepticismo de Rusia frente a las revueltas en los países árabes hubiera podido hacer temer un nuevo alejamiento entre Moscú y sus socios del Oriente Medio tras las revueltas que ocurrieron después de la invasión de Afganistán y la caída de la URSS. Por el contrario, la crisis siria, tras la decepción libia, permitió a Rusia desempeñar un papel esencial. Esto traduce evidentemente una evolución en la concepción de la seguridad del*

* Adlene Mohammédi conclut la rédaction de sa thèse de doctorat en géographie sur la politique arabe de la Russie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sous la direction du Professeur Yann Richard. Il est membre du laboratoire Prodig.

L'auteur tient à remercier l'équipe de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), et plus particulièrement le responsable de ce numéro thématique, Mourad Chabbi, ainsi que son directeur de recherche à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Yann Richard, pour ses relectures attentives.

mismo territorio ruso. Desde el comienzo del conflicto, y esto explica un sentido más amplio de la noción de "terrorismo", Rusia afirma defender ante todo el Estado. El desmantelamiento del Estado es sinónimo para Moscú de autopistas para un "yihad" transnacional que se sufre tanto fuera de sus fronteras (Afganistán) como dentro de ellas (Chechenia)

PALABRAS CLAVE : Rusia, territorio, redes, eurasismo, géopolítica, Oriente Medio

Il a souvent été question d'un recul de la Russie sur la scène moyen-orientale dans les années 1990, ce qui a poussé à décrire l'actuel rôle de Moscou au Moyen-Orient et en Méditerranée comme un « retour¹ » (Delanoë 2014). Cette idée de « retour » mérite d'être relativisée. Après des épisodes d'éloignement (l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979 et la chute de l'URSS en 1991, notamment), les récents bouleversements vécus dans le monde arabe ont pu apparaître comme un épisode d'éloignement supplémentaire. Nous faisons allusion ici au scepticisme – voire à l'hostilité – exprimé par la diplomatie russe devant cette perspective de changement, un scepticisme paradoxalement comparable à celui d'une puissance régionale arabe *a priori* modérément proche de Moscou : l'Arabie saoudite.

La première difficulté à laquelle le chercheur se heurte devant un tel sujet est celle de l'angle d'approche, du biais théorique. Si nous avons bien affaire à une question de relations internationales (donc de science politique), c'est en revanche un angle géopolitique (donc géographique) que nous avons choisi d'adopter. Et c'est chez Jean Gottmann que le point de départ de cette approche est à chercher. Si ce géographe français est surtout connu pour ses travaux sur la « mégalopolis », il a apporté à la géographie politique et à la géopolitique des outils conceptuels qui demeurent aujourd'hui largement opérants. Gottmann définit le territoire comme l'unité politique issue du cloisonnement de l'espace géographique. Il y évoque une dialectique que nous exploiterons volontiers ici : la dialectique circulation-iconographie. La circulation consiste à déplacer (les hommes, les armées, les idées, les marchandises, les capitaux, etc.) ; c'est une force poussant à l'unification et à l'homogénéisation du monde. Face à cette force de changement, l'iconographie apparaît comme une force de résistance, un moyen d'autodéfense fait de références communes. *A priori*, l'iconographie consolide le territoire, elle cloisonne ; à l'opposé, la circulation permet la constitution de réseaux, elle décloisonne. Il va de soi qu'une telle dialectique n'est pas rigide : l'iconographie se nourrit de la circulation et la circulation s'appuie sur des iconographies (Gottmann 1952). C'est à partir de cette dialectique que nous

1. Au-delà de l'article cité, un grand nombre de dossiers et d'articles sur le sujet expriment l'idée de « retour ». Pour ne prendre qu'un exemple récent dans la presse, mentionnons l'article de Shlomo Ben-Ami (2016).

observons la situation au Moyen-Orient : cloisonnement *versus* décroisonnement, logiques territoriales *versus* logiques réticulaires.

Le choix de cette dialectique nous permet de sortir des querelles religieuses et civilisationnelles au profit d'une vision profane sereine (Corm 2012). La notion de « territoire » ne doit pas être sacralisée, elle doit être pensée. Lucide quant au caractère à la fois contingent et fragile du territoire, Jean Gottmann écrivait déjà en 1973, traduit ici par Georges Prévélakis (1996) :

Le XX^e siècle apparaît comme une étape seulement dans un processus d'évolution, quoique peut-être [une étape qui constitue] un tournant essentiel. Du XVI^e jusqu'au milieu du XX^e siècle, l'État souverain, fondé sur la juridiction territoriale exclusive, a été peut-être l'objectif de l'évolution. Déjà en 1970 la souveraineté a été dépassée et une nouvelle fluidité s'est infiltrée dans la carte récemment ébauchée des multiples États nationaux (Gottmann 1973 : 126-127).

La déconstruction, ou au moins la lecture critique, de cette notion sera largement poursuivie dans les années 1990, du « piège territorial » (Agnew 1994) à la « fin des territoires » (Badie 1995). John Agnew entend notamment bousculer la centralité de ce qu'il appelle l'« État territorial » dans les théories des relations internationales (Agnew 1994 : 56), en revenant par exemple sur les théories réalistes (Waltz 1959). C'est chez Otto Hintze que Bertrand Badie va puiser une nette distinction entre l'État et l'empire : le premier s'appuie sur un *territoire* sur lequel il exerce un contrôle intensif, tandis que le second exerce un contrôle extensif sur un *espace culturel*. Bornage pour le premier, rayonnement pour le second. Ainsi, c'est le passage de l'empire à l'État qui donne toute son acuité à la question nationale (Badie 1995 : 20-21). Qu'il s'agisse de la Russie ou du monde arabe, l'opposition entre logique impériale et logique territoriale n'est jamais bien loin. Badie reconnaît un dévoiement du principe de territorialité tout à fait actuel. En effet, les souverainetés stato-nationales sont à distinguer des croyances et des cultures. L'Europe territoriale s'est précisément faite contre l'Église et contre l'Empire ; le territoire est donc une émancipation de l'ordre politique de la tutelle des cultures (Badie 1995 : 47). Le territoire est décrit ainsi comme une revanche du politique sur l'identitaire, jusqu'à ce que l'identitaire, comme nous l'observons dans un certain nombre de débats actuels, fasse à son tour usage du territoire.

Le territoire jouit aussi d'une certaine réhabilitation. Cela passe par exemple par un rappel du caractère bénéfique de ce qui le circonscrit, et en fait donc un territoire, c'est-à-dire de la frontière (Foucher 2007). Régis Debray ira jusqu'à en faire l'éloge (Debray 2010). Lorsque nous employons les termes « territoire » ou « logique territoriale », deux autres notions sont induites : d'abord celle d'« État », une communauté revendiquant le « *monopole de la violence légitime* » (Weber 1971 : 57-59) et « symbolique » (Bourdieu 2012 : 14) sur un

territoire ; puis celle de « souveraineté », l'attribut de l'État territorial. Si la filiation moderne de la souveraineté est bien théologique, comme le rappelle Jacques Derrida dans sa lecture de Jean Bodin et de Thomas Hobbes, dont « *le Léviathan imite l'art naturel de Dieu* » (Derrida 2008 : 78), elle puise dans la religion pour mieux s'en émanciper. Derrida remarque néanmoins qu'elle conserve un trait important de son origine religieuse : son indivisibilité. On est souverain ou on ne l'est pas. « *La puissance absolue et perpétuelle* » dont parle Bodin (1629) ne semble pas négociable. Carl Schmitt associe l'idée de souveraineté à celle d'exception : « *Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle* » (Schmitt 1988). D'un point de vue constructiviste, la souveraineté n'existe qu'à partir d'attentes et de compréhensions « intersubjectives » (Wendt 1992 : 412). Cela contribue à sa désacralisation ainsi qu'à la désacralisation de la notion d'« *intérêt national* » que l'on a trop tendance à présenter comme une donnée naturelle. Si les théories critiques du droit international partagent ce scepticisme constructiviste, l'un de ses représentants les plus illustres, Martti Koskeniemi, offre une défense saisissante de la souveraineté : face à la mondialisation et à un certain nombre de réseaux et d'intérêts privés, celle-ci exprime la volonté de prendre son destin en main ; ce qu'elle exprimait face au pouvoir théocratique et, au XX^e siècle, dans le cadre de la décolonisation (Koskeniemi 2011).

Nous entendons donc par « logique territoriale » ce qui caractérise une politique ou un acteur agissant dans le sens de la souveraineté de l'État territorial ou, plus généralement, dans le sens du cloisonnement. En face, nous appelons « logique réticulaire » tout ce qui favorise l'épanouissement d'un réseau et, plus généralement, ce qui contribue au décroisonnement. Nous nous concentrons ici sur le rôle précis de la Russie au Moyen-Orient : dans quelle mesure a-t-on affaire à un gardien de la logique territoriale dans la région ? Une telle interrogation mérite un cheminement qui passe nécessairement par une réflexion sur la Russie elle-même. Il s'agira pour nous à la fois de qualifier l'interaction entre la Russie et le Moyen-Orient et de tenter de mettre en évidence ce qu'elle dit des deux. L'intérêt d'une telle articulation réside dans la conjonction entre l'affaiblissement des États arabes² de la région et le renforcement d'une influence russe mise au service d'une défense acharnée de l'État. Nous proposons une réflexion en trois temps : un retour sur la bataille culturelle et politique en Russie postsoviétique depuis les années 1990 ; quelques rappels sur l'évolution de la politique étrangère russe, notamment au Moyen-Orient ; une analyse de l'actuelle politique russe au Moyen-Orient à partir de la dialectique territoire-réseau. L'objectif d'un tel travail est de saisir une politique étrangère dans sa dimension historique et géographique, de la saisir dans ses contradictions et dans sa complexité.

2. Nous nous intéresserons ici particulièrement au Moyen-Orient arabe.

I – Changement de paradigme et nouveaux rapports de force en Russie postsoviétique

Dans la société en crise qu'est la Russie postsoviétique naissante, les questions dites identitaires³ sont très présentes. Nous passons d'une identité soviétique définie temporellement (idée d'avant-garde de l'histoire et de lendemains qui chantent) à une identité postsoviétique définie géographiquement (centre vs périphérie, Europe vs Eurasie...) (Clowes 2011). Avec le retour en force de l'eurasisme⁴, Georges Nivat va jusqu'à décrire une histoire détruite, évincée par la géographie (Nivat 2007). Nous tâcherons ici de revenir sur l'émergence de la géopolitique en tant que discipline, mais aussi en tant que réponse méthodologique proposée avec l'éviction du marxisme. Nous évoquerons ensuite plus spécifiquement le courant eurasiste, ou « néo-eurasiste », dont l'influence semble croissante. Afin de bien comprendre l'importance de la question territoriale en Russie, deux éléments majeurs méritent d'être considérés. Le premier est rappelé par le texte de la commission Ambartsoumov⁵ qui évoque le « calvaire de l'enfantement d'une Russie fédérale telle qu'elle n'a jamais existé, sur un territoire nouveau et réduit ne correspondant pas à la Russie prérévolutionnaire » (Romer 2001). Le second élément concerne la genèse de l'État postsoviétique : la Russie postsoviétique n'est pas le fruit fortuit d'une dislocation de l'Empire soviétique, elle est l'actrice de cette dislocation. En effet, à travers la personne de Boris Eltsine la Russie a hâté la mort de l'Union soviétique⁶. Cet élément n'est pas anodin, car la question du statut de la dissolution de l'URSS demeure posée : était-ce une émancipation voulue par la Russie elle-même ou, pour reprendre la formule célèbre de Vladimir Poutine, un « désastre géopolitique »⁷ ?

A — La géopolitique en Russie postsoviétique et dans le monde arabe

Du marxisme à la géopolitique en Russie postsoviétique

L'émergence de la géopolitique a nécessité un travail de réhabilitation. Le rôle attribué à un représentant de la discipline, Karl Haushofer, dans la politique

3. Les questions : « Qu'est-ce que la Russie ? » (un État-nation ? un empire multinational ? encore autre chose ?) et « Où est la Russie ? » (en Europe ? en Asie ? partout ? ailleurs ?).

4. Le courant « eurasiste » est né dans l'émigration russe après la Révolution bolchévique. L'eurasisme met l'accent sur les racines asiatiques de la Russie, sur sa spécificité civilisationnelle. À partir des années 1990, un « néo-eurasisme » émerge et s'impose comme un courant de pensée influent dans la vie politique et dans le débat d'idées. Cela passe notamment par la figure d'Alexandre Douguine.

5. Président de la Commission des Affaires étrangères du Soviet suprême.

6. Nous faisons ici référence à l'accord de Minsk du 8 décembre 1991 (regroupant le président russe Eltsine et ses homologues biélorusse et ukrainien) qui entérine cette dislocation et donne naissance à la Communauté des États indépendants (CEI).

7. Discours prononcé au Kremlin en 2005.

hitlérienne de *Lebensraum* (espace vital), a fait de la géopolitique une sorte de « superscience allemande » (Ô Tuathail 1996 : 111). Dans son article paru dans un numéro de la revue *Hérodote* consacré à la notion de « géopolitique » et à ses usages, Anastasia Mitrofanova commence par faire remonter la naissance d'une école russe de géopolitique à Nicolas Danilevski (1822-1885) et à son ouvrage *La Russie et l'Europe*. Il y est question d'une lutte permanente entre les civilisations romaine et byzantine dont l'opposition entre cultures slaves et cultures germano-latines serait une version moderne (Mitrofanova 2012). À l'époque soviétique, la géopolitique s'est retrouvée qualifiée de « pseudoscience bourgeoise » et associée au vocabulaire fasciste. Pour Mitrofanova, le véritable concepteur de la géopolitique russe postsoviétique n'est autre qu'Alexandre Douguine, l'un des principaux représentants du courant néo-eurasiste, courant géopolitique par excellence.

Comment expliquer cette émergence de la géopolitique au-delà de la personne d'Alexandre Douguine ? L'hypothèse de Mitrofanova est celle d'une crise méthodologique à l'intérieur des sciences politiques et sociales russes. Cela prend la forme d'un abandon de la grille de lecture marxiste. Marx, s'il est connu, n'est plus sollicité. La géopolitique se substitue alors à la lutte des classes avec un atout majeur : des sources russes. Une géopolitique authentiquement russe face à un marxisme exogène et « occidental » (Mitrofanova 2012). En résumant les intuitions d'Edith W. Clowes (2011), de Georges Nivat (2007) et d'Anastasia Mitrofanova (2012), nous arrivons à deux constats analogues : l'espace se substitue au temps et la géopolitique se substitue au marxisme.

L'usage de la géopolitique dans la construction d'une identité postsoviétique

Cette géopolitique qui émerge en Russie dans les années 1990 a pour principale caractéristique une sorte d'obsession civilisationnelle, comme le montre le succès rencontré par Samuel Huntington (1996). Pour Anastasia Mitrofanova, cette notion de « civilisation » apparaît comme une réponse à la crise identitaire :

Il faut dire qu'à l'heure actuelle la Russie ne dispose pas d'un choix pléthorique pour répondre à ce défi. Elle pourrait devenir un État-nation à l'européenne et posséder le temps historique suffisamment long pour mener à bien un tel projet. Mais trop d'espace et pas assez de temps menacent la Russie de se transformer en un État faible et disparate dans lequel divers groupes ethniques, sociaux et politiques combattraient entre eux et contre l'État. C'est pourquoi le concept de la Russie en tant que civilisation distincte permet d'unifier les différents groupes ethniques de sa population sur fond d'opposition à un ennemi commun, mais aussi de partage de valeurs positives (Mitrofanova 2012 : 187).

En d'autres termes, c'est la seule issue pour une Russie multinationale.

L'autre usage est moins avouable. La géopolitique civilisationnelle permet à la Russie de conserver un certain prestige, de jouir encore du statut de centre (plutôt que d'être réduite à celui d'une modeste périphérie de l'Europe). Ainsi, si Samuel Huntington peut déplaire par certains aspects, il a le mérite, pour certains milieux conservateurs, d'avoir identifié une « civilisation orthodoxe » qui ne pourrait avoir un autre centre, un autre noyau, que la Russie. En plus d'être un facteur de coexistence dans un espace multinational, la géopolitique civilisationnelle est aussi un vecteur d'existence internationale.

Géopolitique et monde arabe

Quelques mots sur la géopolitique dans le monde arabe s'imposent. Comme le souligne assez justement Georges Corm, l'analogie entre les pensées politiques arabe et russe est assez flagrante (Corm 2015). Il s'agit ici non seulement de la question de l'influence européenne (notamment l'acceptation ou le rejet de l'héritage des Lumières), mais aussi des querelles dites identitaires : du côté de la Russie, l'appartenance ou non à l'Europe, l'appartenance ou non à l'« Occident », les tensions entre l'idée de nation et l'idée d'empire ; du côté du monde arabe, l'appartenance ou non à un « monde arabe » justement, les tensions entre nationalisme arabe et autres nationalismes, la question de l'appartenance à une *oumma* musulmane. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, une partie du monde arabe, à savoir la région de la Grande Syrie, a connu une véritable pensée géopolitique qu'il convient de rappeler ici. Cette idée de pensée géopolitique mérite une définition claire : nous entendons par pensée géopolitique toute pensée portant à la fois sur l'appartenance de l'entité étudiée à un ensemble géographique et sur le rapport de l'entité en question au monde. Une telle définition suppose l'idée d'un rapport de force et une prise en compte de la dimension territoriale, c'est-à-dire un cloisonnement.

Commençons par le nationalisme arabe, réaction à la domination ottomane. S'il s'agit évidemment d'une mise en valeur d'un patrimoine – notamment linguistique – arabe, il faut bien comprendre que l'influence européenne n'est pas bien loin, du moins pour les auteurs cités ici en exemple. Prenons d'abord Abd al-Rahman al-Kawakibi (1855-1902), savant musulman aleppin issu de la grande tradition réformiste. Face à un sultan-calife ottoman (Abdülhamid II) qui instrumentalise un certain panislamisme pour asseoir son pouvoir au-delà des différences nationales, al-Kawakibi publie en 1902-1903 une fiction dans laquelle le califat redeviendrait arabe (l'ouvrage s'intitule *Umm al-Qura*, la mère des cités, référence à La Mecque). Très influencé par les idées libérales, il écrit aussi un livre sur le despotisme, dans lequel il plaide à la fois pour une séparation des pouvoirs et pour une égalité entre les religions au sein de la nation arabe. Malgré un solide enseignement religieux, il se montre favorable à un panarabisme séculier. Mais c'est avec un autre auteur, francophone et francophile, chrétien maronite

cette fois, que la dimension géopolitique se fait sentir. Cet auteur est Nagib Azoury (1870-1916), fonctionnaire ottoman à Jérusalem. Imprégné du positivisme d'Auguste Comte et, selon certaines sources, du nationalisme français de Maurice Barrès, Azoury rédige en 1905 (en langue française) le célèbre *Réveil de la nation arabe dans l'Asie turque*. Il insiste en outre sur l'arabité des chrétiens. Pour les deux auteurs, les Arabes doivent surmonter leurs problèmes religieux.

Dans un sens plus strict, que nous pouvons qualifier d'idéologique, la géopolitique prend une nouvelle ampleur avec le nationalisme syrien. Pourquoi idéologique ? Après tout, les auteurs cités précédemment affirment des objectifs géopolitiques : offrir à une nation dite arabe le pouvoir sur un territoire déterminé. Cas classique de rivalités sur un territoire qui nous rappellent la définition classique de la géopolitique en tant que discipline⁸, telle que l'a élaborée Yves Lacoste. Le territoire comme enjeu. Dans le nationalisme syrien, le territoire n'est pas simplement un enjeu. Le territoire est tout un programme : il n'est pas simplement la fin, il est aussi le début. C'est un enseignant grec orthodoxe du Mont-Liban, Antoun Saadé (1904-1949), qui conceptualise ce nationalisme dans un livre (*La genèse des nations*) et à travers un parti politique (le Parti social-nationaliste syrien, le PSNS, connu un temps sous le nom de Parti populaire syrien). Saadé définit ainsi la nation dans son livre : « Une nation résulte du mariage d'un groupe d'hommes et d'une terre. » Il déclare en outre :

La nation résulte non de l'origine ethnique commune, mais du processus unificateur du milieu social et physique ambiant. L'identité des Arabes ne provient pas du fait qu'ils descendraient d'un ancêtre commun, mais qu'ils ont été façonnés par le milieu géographique : le désert de l'Arabie, l'Assyrie pour la Syrie, le Maghreb...⁹

C'est une déconstruction du nationalisme arabe et une illustration de l'acception idéologique de la géopolitique : ce n'est pas la conscience nationale qui pousse au cloisonnement et, donc, au territoire, mais c'est le « milieu » (intermédiaire entre l'homme et la nature, selon Paul Vidal de la Blache) qui fait le peuple. Le territoire est déjà là, en puissance. Si le destin personnel de Saadé est tragique (il sera exécuté par les autorités du Liban indépendant), son parti politique émerge comme un acteur majeur de la scène politique libanaise¹⁰ et, plus récemment, de

8. La géopolitique comme étude de ces rivalités.

9. Les citations ont été trouvées telles quelles, mais nous n'avons pas eu accès au livre. Voir Bouchet (2011).

10. L'évolution idéologique du Parti social-nationaliste syrien (PSNS) est assez intéressante. Au Liban, farouchement hostile aux nationalistes arabes et aux communistes dans les années 1950, c'est à leurs côtés et aux côtés des Palestiniens que sa milice combat pendant la guerre civile (1975-1990). En Syrie, le parti s'est peu à peu rapproché du régime (malgré une contradiction entre le projet nationaliste arabe du Baath au pouvoir et le projet nationaliste syrien du PSNS). Le parti tire aussi sa légitimité de son action dans le cadre de la résistance libanaise à Israël, ce qui en fait un allié du Hezbollah.

la scène politique syrienne. La milice de ce parti participe pleinement aux succès militaires de l'armée syrienne, ce qui favorise son ascension (Samaha 2016).

B — De l'eurasisme au néo-eurasisme : un élément de la doctrine russe en politique étrangère ?

Des premiers eurasistes...

Il faut remonter à l'un des fondateurs du mouvement eurasiste né dans l'émigration au cours des années 1920, le prince Nicolaï Troubetzkoï (1890-1938), pour bien comprendre la place de la géopolitique dans ce courant. Comme le rappelle dans son article Georges Nivat (2007), Troubetzkoï s'intéresse à la problématique de la connaissance de soi, à la question « Qui sommes-nous ? ». Pour y répondre, il déconstruit la tradition slavophile : la Russie serait plus asiatique et touranienne que slave. Et c'est scientifiquement que les historiens, géographes, ethnologues et linguistes eurasistes, installés en Europe, veulent le démontrer. Troubetzkoï développe notamment la notion d'« alliance linguistique » où domine la proximité géographique plutôt que l'origine commune. Roman Jakobson, un autre linguiste russe incontournable, prolonge l'intuition du prince Troubetzkoï selon laquelle la contiguïté prend le pas sur l'héritage.

Dans un livre en particulier, le prince Troubetzkoï délivre son message eurasiste sans ambages, dès le titre de l'ouvrage : *Héritage de Gengis Khan. Un regard sur l'histoire russe non depuis l'Occident, mais depuis l'Orient*. Il y entreprend un travail de déconstruction historiographique de l'héritage kiévien qui s'accompagne d'une réhabilitation de ce que beaucoup d'historiens ont coutume d'appeler le « joug tatar » (la Horde d'or). Pour Troubetzkoï, la Russie d'Ivan IV « le Terrible » (1530-1584) n'est autre qu'une Horde « russifiée » et « byzantinisée » (Nivat 2007). Sur la Horde d'or, le regard de Troubetzkoï était à l'exact opposé de celui de Karl Marx (reprenant Nicolaï Karamzine¹¹) dont la sévérité transparait ici : « La boue sanglante du joug mongol ne fut pas seulement écrasante, elle dessécha l'âme du peuple qui en était la victime » (Nivat 2007).

... Au néo-eurasisme

Nous avons déjà évoqué le cas d'Alexandre Douguine, promoteur incontestable de la géopolitique russe depuis les années 1990. Si nous avons décidé de nous intéresser à ce courant, et à ce personnage en particulier, c'est essentiellement pour deux raisons : parce que ce courant de pensée est présenté comme une source d'inspiration importante pour les dirigeants russes (Gratchev 2013) et parce

11. Nicolaï Karamzine (1766-1822) est un historien russe, connu notamment pour son Histoire générale de la Russie.

qu'Alexandre Douguine semble omniprésent dans les travaux consacrés à la Russie postsoviétique. Afin de mieux saisir sa pensée, ainsi que son éventuelle articulation avec la politique étrangère de Vladimir Poutine, nous avons pu nous entretenir directement avec Douguine¹². Des éléments de cet entretien seront rapportés ici.

Dans son livre consacré aux métaphores et usages spatiaux dans la construction d'une identité postsoviétique, Edith W. Clowes consacre un chapitre très critique à Alexandre Douguine et à son idée d'« empire postmoderne ». Elle revient notamment sur sa définition de la postmodernité : globalisme, ultralibéralisme, unipolarité, fragilisation d'éléments traditionnels de l'identité (États, familles, nations, religions), indifférenciation, individualisme, etc. Postmodernité dont il s'agit de pousser la logique jusqu'au bout afin de ressusciter la prémodernité (Clowes 2011 : 61). Ce qui rappelle une célèbre formule de Régis Debray : « La postmodernité sera archaïque ou ne sera pas » (Debray 2000). Les divers portraits auxquels Douguine a eu droit vont presque tous dans le même sens : il est présenté comme un personnage fantasque, excessif, érudit et assez influent. Dans son roman consacré à Édouard Limonov¹³, Emmanuel Carrère le décrit dans ces termes : « D'une façon générale, Douguine semble tout savoir », puis plus loin, sur son influence sur Limonov, il ajoute en s'exprimant sur ce dernier : « Sa pensée politique était confuse, sommaire. Sous l'influence de Douguine, elle devient encore plus confuse mais un peu moins sommaire » (Carrère 2011).

Il est vrai que son parcours peut donner l'impression d'une certaine confusion. Il se distingue autant par le nombre incroyable de ses publications que par son parcours et ses idées. Il conseille des hommes politiques plus ou moins influents : Alexandre Routskoï (conservateur, ancien vice-président de Eltsine), Vladimir Jirinovski (nationaliste), Guennadi Ziouganov (communiste). Si Marlène Laruelle l'associe volontiers aux mouvances nationalistes, elle lui reconnaît une place singulière (Laruelle 2007 : 162). Elle compare sa posture élitiste à celle d'Alain de Benoist, l'un des chefs de file de la « nouvelle droite » française. En réalité, nous pouvons identifier un certain nombre de points communs entre les deux hommes. Le premier point commun est précisément le rejet du nationalisme au profit d'une vision civilisationnelle. Notre échange avec Alexandre Douguine indique bien que ce nationalisme évoqué par Marlène Laruelle est clairement rejeté au profit de ce qu'elle a su identifier comme une « identité impériale ». Le deuxième point commun est plus évident : un net rejet du libéralisme et de l'individualisme. Enfin, le troisième point commun est probablement le plus important : une récupération conservatrice de la bataille

12. L'entretien a eu lieu le 10 avril 2016.

13. Écrivain et homme politique russe, connu notamment pour son Parti national-bolchévique.

culturelle gramscienne. L'idée selon laquelle la bataille politique passe par la bataille des idées pour « l'hégémonie culturelle ».

Notre entretien avec Alexandre Douguine a permis quelques réponses claires sur le projet politique eurasiste (ou néo-eurasiste, si la notion de « post-modernité » devait imposer un nouveau terme que l'auteur lui-même évite d'utiliser). La nation moderne est perçue comme une idée bourgeoise qui ne mérite aucunement d'être sauvée. Il milite plutôt pour une réhabilitation de la civilisation et de l'empire. Sa manière d'appréhender l'idée de « postmodernité » est tout à fait singulière. Si Lyotard (1979) la définissait comme le constat du chamboulement et de l'éclatement des grands récits d'une modernité émancipatrice (avec la science et la politique mises au service du progrès), Douguine et les eurasistes n'y trouvent rien à redire. Inutile de sauver la nation, de réagir. Le néo-eurasisme n'est donc pas un mouvement réactionnaire. Face à un libéralisme et à un individualisme postmodernes, Douguine milite pour des civilisations et des empires (traduction politique des civilisations) postmodernes destinés à restaurer « notre humanité ». Sa vision, telle qu'il l'expose, n'a strictement rien de raciste. L'art impérial est pour lui justement l'art de combiner les différences.

Paradoxalement, lorsque nous évoquons la situation au Moyen-Orient et la progression d'un islamisme radical, Douguine rétorque que « l'État islamique » s'inscrit davantage dans un projet libéral (avec une manipulation américaine) que dans la tradition islamique. La politique étrangère dans la région, et notamment l'intervention militaire en Syrie, est présentée comme une sorte de pis-aller ou de mal nécessaire : l'État-nation moderne ne mérite pas d'être sauvé (en l'occurrence, la Syrie et l'Irak), mais il demeure un obstacle au projet libéral américain. Alexandre Douguine invite les élites arabes (sévèrement jugées) à entamer une réflexion géopolitique et à penser leur futur empire en vue de la fin (proche) des États-nations postcoloniaux appelés à disparaître.

Pour lui, il existe trois grandes tendances dans la Russie actuelle. En bon antilibéral, il considère que le libéralisme est très puissant. Que sa puissance des années 1990 a laissé des traces et qu'aujourd'hui encore il conserve une influence majeure. Son déclin depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine est perçu comme un processus très lent. Il évoque même une résurgence libérale sous la présidence de Dimitri Medvedev. L'autre courant majeur qu'il évoque, non sans antipathie, n'est autre que le nationalisme. En plus de trouver ses promoteurs médiocres, il reprend l'argument emprunté plus haut à Anastasia Mitrofanova : dans une Russie multiculturelle, l'exaltation d'un sentiment national en particulier n'est pas commode. Enfin, il cite évidemment le courant eurasiste, qu'il présente comme le seul contrepoids sérieux au libéralisme. Le communisme est complètement inexistant à ses yeux (il rappelle au passage qu'il a écrit une grande partie du programme du Parti communiste), les communistes se trouvant majoritairement dans le camp eurasiste. La vie politique russe se résume donc, aux yeux d'Alexandre

Douguine, à un bras de fer permanent entre eurasistes et libéraux. Libéraux qui, selon le théoricien de l'interculturalisme québécois Gérard Bouchard, «ont failli à remodeler [...] l'identitaire russe – en d'autres mots : à inscrire leurs idéaux dans une identité ou dans des mythes nationaux». Bouchard poursuit : «À la faveur de diverses circonstances, ce sont les anciens mythes et les anciennes valeurs issues de la tradition russe, peu sensible à la démocratie et à la liberté, qui ont prévalu, contribuant à mettre en échec le programme libéral» (Bouchard 2011 : 30). Peut-être fait-il référence sans le nommer à Alexandre Douguine ?

En échangeant avec ce personnage incontournable du courant néo-eurasiste, nous ne pouvions qu'arriver à la conclusion suivante au sujet de sa réelle influence sur l'exécutif russe : nous avons affaire à une influence mutuelle. Si le logiciel eurasiste est indéniablement en partie intégré par le discours officiel, l'eurasisme semble lui-même intégrer tant bien que mal les choix tactiques des dirigeants russes. Ceux-ci nous donnent l'impression de se nourrir de l'eurasisme tout en l'apprivoisant. Alexandre Douguine a beau trouver immatures certains choix, il a beau être conscient du décalage entre son projet (utopique ou cauchemardesque, selon les points de vue) et la politique étrangère russe, il n'hésite pas à conférer l'étiquette «eurasiste» à bien des aspects de celle-ci. La question qu'implique cette influence mutuelle est cruelle : ne mène-t-elle pas à une aporie ou, plutôt, à une incompatibilité structurelle ? D'un côté, un courant de pensée qui promeut l'idée d'empire postmoderne et post-national (une mise en cause de l'idée de territoire). De l'autre, une politique qui se veut axée sur l'idée de souveraineté (par définition liée à un territoire). L'articulation entre ce courant de pensée et la politique étrangère russe illustre une sorte d'impasse conceptuelle : un vaste espace multinational qui brandit l'idée territoriale et stato-nationale de souveraineté ; une défense de la souveraineté qui s'accompagne d'ambitions dépassant largement le cadre national. Le courant eurasiste offre un emballage civilisationnel à la notion froide de souveraineté.

II – Les grandes tendances de la politique étrangère russe depuis les années 1990

A — Les limites de l'idée de rupture sous Vladimir Poutine

D'Andreï Kozyrev à Evgueni Primakov

Andreï Kozyrev, ministre des Affaires étrangères de Boris Eltsine de 1990 à 1996, illustre bien le courant libéral. Historien, donc non-*silovik*¹⁴, il est surnommé

14. Le terme russe «*silovik*» désigne une personnalité liée à l'institution militaire ou aux services de renseignement.

« Monsieur *Da*¹⁵ » pour ses positions jugées atlantistes. En réalité, sa position est plus complexe : d'un côté, il brandit la crainte de l'opposition intérieure (notamment eurasiste) afin d'obtenir un appui européen et américain ; de l'autre, il donne lui-même des gages à l'opposition intérieure en énonçant la doctrine de « l'étranger proche » dès 1992. Doctrine selon laquelle le voisinage immédiat de la Russie ne peut être considéré comme une affaire tout à fait extérieure. À cela s'ajoutent des déclarations de nature à relativiser les discours actuels sur la politique étrangère russe : qu'il s'agisse de Boris Eltsine déclarant que les anciennes frontières de l'URSS sont la « vraie frontière russe¹⁶ » ou d'Andreï Kozyrev déclarant que le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan concerne les « intérêts nationaux » de la Russie, ce qui lui donne le droit d'intervenir directement¹⁷.

En 1996, Boris Eltsine nomme Evgueni Primakov à la tête de la diplomatie russe¹⁸. La biographie de Primakov est typiquement soviétique. Il est né en 1929 à Kiev, a grandi à Tbilissi en Géorgie, avant d'intégrer l'Institut d'études orientales de Moscou, dont il ressort diplômé en 1953. Après un certain nombre de responsabilités universitaires (il dirige un temps l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences), et même journalistiques (il est correspondant au Moyen-Orient pour la radio après ses études), il entame sa carrière politique en 1989 en devenant président du Soviet. De 1990 à 1991, afin de désamorcer le conflit irakien, Gorbatchev en fait son envoyé spécial à Bagdad. Après la fameuse tentative de putsch contre Gorbatchev en 1991¹⁹, il est nommé premier président adjoint du KGB, avant de prendre la tête des services de renseignement extérieur de Russie (SVR). Il occupe ce poste jusqu'en 1996, année de son arrivée à la tête de la diplomatie russe. Un profil bien différent de celui de son prédécesseur : plus âgé (Kozyrev est né en 1951), plus *silovik* (il connaît un peu l'institution militaire et les services de renseignement) et davantage tourné vers le monde arabe (qu'il connaît et dont il maîtrise la langue) que vers les États-Unis. Si certains y ont vu un « eurasiste démocrate » (Chaudet, Parmentier et Pélopidas 2007 : 72), Primakov est avant tout un ardent défenseur d'un monde multipolaire. L'associer aux thèses eurasistes semble plutôt excessif : il écrira lui-même que « la théorie d'un partage du monde par civilisation n'est pas fondée » (Primakov 2009 : 73). Primakov est en réalité un pur diplomate attaché à un certain multilatéralisme. Après une courte période de confrontation, il devient un proche conseiller de Vladimir Poutine.

15. Ce surnom fait référence au ministre soviétique Andreï Gromyko, « Monsieur *Niet* ».

16. *Le Figaro*, 28 octobre 1993.

17. *Le Monde*, 27 novembre 1993.

18. Il sera aussi premier ministre entre 1998 et 1999.

19. Tentative de putsch menée par des partisans de la ligne dure du Parti communiste. Son échec accélère la dissolution de l'URSS (26 décembre 1991) et la montée en puissance de Boris Eltsine à la tête de la Fédération de Russie.

L'évolution de la politique étrangère de Vladimir Poutine

Le principal souci de Vladimir Poutine concerne la restauration d'un État fort, après des années de libéralisme débridé qui l'ont affaibli. De ce point de vue, Primakov et Poutine sont sur la même longueur d'onde. La Russie se rappelle qu'elle est une puissance, qu'elle est véritablement l'héritière de l'URSS aussi bien sur le plan politique (elle hérite du siège au Conseil de sécurité des Nations Unies) que sur le plan militaire (elle hérite de l'arme nucléaire). Poutine hérite aussi des débats des années 1990. Les premiers pas de Vladimir Poutine affichent une prudence stato-nationale classique : à l'intérieur, il semble déterminé à défendre l'intégrité territoriale (deuxième guerre de Tchétchénie) ; à l'extérieur, il semble enclin à construire des relations cordiales avec ses partenaires « occidentaux ». Au lendemain du 11 septembre 2001, Vladimir Poutine est le premier chef d'État étranger à téléphoner au président américain. Au-delà du caractère éminemment symbolique du geste, Moscou semble ainsi se joindre à ce front mondial de la lutte contre le terrorisme. Le terrorisme (qu'il soit tchétchène²⁰ ou lié à *al-Qaïda*²¹) est alors un vecteur de rapprochement russo-américain. Il insiste aussi à plusieurs reprises lors de son premier mandat (2000-2004) sur l'appartenance de son pays à l'Europe (de Tinguy 2008 : 141).

Pour ce qui est du Moyen-Orient en particulier, les débuts de Vladimir Poutine sont timides. Il est absent des funérailles du président syrien Hafez al-Assad en juin 2000, et c'est Evgueni Primakov lui-même qui l'aurait sensibilisé à la question palestinienne qu'il semblait associer volontiers au problème tchétchène (par assimilation religieuse)²². Certaines déclarations du second mandat de Vladimir Poutine indiquent une double ambition : multiplier les partenariats et mener une diplomatie active et autonome ; insister sur le caractère spécifique de la Russie. Le discours du ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov, lors de la conférence de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) en 2005, est aussi significatif :

La Russie est une grande puissance eurasiennne située à la charnière des civilisations et riche d'une expérience unique de la coexistence et de la coopération de multiples cultures, nationalités et religions. Nous faisons partie intégrante des mondes chrétien aussi bien que musulman [...]. Nous sommes convaincus qu'une fracture intercivilisationnelle serait bien plus dangereuse que ne l'était par le passé la confrontation idéologique (de Tinguy et Facon 2008 : 171).

20. L'un des objectifs étant justement de sensibiliser ses partenaires « occidentaux » à cette cause à travers l'identification d'un ennemi terroriste global.

21. Organisation terroriste islamiste transnationale fondée en 1987 par le Palestinien Abdallah Azzam et le Saoudien Oussama Ben Laden dans la foulée du djihad armé contre la présence soviétique en Afghanistan.

22. *Kommersant*, 20 juin 2001.

Cette évolution de Vladimir Poutine est décrite avec beaucoup d'ironie par Andreï Gratchev : il serait « américain » en 2001, « européen » en 2003 (aux côtés de la France et de l'Allemagne contre l'intervention américaine en Irak) et aujourd'hui, à l'occasion de son troisième mandat de président (après avoir été Premier ministre un temps), « eurasienn » (Gratchev 2013 : 112).

B — Les grandes lignes de la politique étrangère russe sous Vladimir Poutine

Si les adjectifs ne manquent jamais pour décrire la politique étrangère russe, nous y voyons surtout une synthèse complexe. Ces grandes lignes sont notamment identifiables à partir de documents et de discours liés à la politique étrangère : nous pouvons citer ici le « Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie²³ » du 12 février 2013, approuvé par Vladimir Poutine, ainsi que le discours de Vladimir Poutine lors de la conférence de Valdaï du 24 octobre 2014 sur le « nouvel ordre mondial ».

Une vision géographique parfois insaisissable

D'abord, la sécurité mondiale est appréhendée dans le « Concept » à travers trois grands ensembles qui rappellent le roman *1984* de George Orwell : un espace euro-atlantique, un espace euro-asiatique et l'espace Asie-Pacifique. L'espace euro-atlantique, souvent appelé « Occident », est évidemment associé à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le monde arabe semble ici assez marginalisé. Ensuite, si la Russie se veut attachée à une certaine cohérence géographique (de l'eurasisme à « l'étranger proche »), elle n'hésite pas non plus à déployer une diplomatie échappant presque parfois à toute logique géographique (comme le montre l'exemple des BRICS²⁴). La question de la représentation géographique peut inclure aussi l'idée d'un « complexe obsidional » (ou mentalité d'assiégé), formule péjorative qu'il convient d'employer avec précaution. Ce « complexe obsidional » pourrait notamment être justifié par l'élargissement de l'OTAN.

Un certain usage du droit international

Bien plus qu'un cadre, le droit international est un véritable « élément de langage » du discours politique et diplomatique russe. Cela accompagne la promotion d'un État fort, que l'on retrouve à travers les fameuses notions de « dictature du droit » et de « verticale du pouvoir » promues par Vladimir Poutine dès son arrivée à la tête de la Russie. L'attachement au droit international passe forcément

23. Ou « Concept ».

24. Groupe formé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud qui se réunissent à l'occasion de sommets annuels.

par un attachement aux principes contenus dans la Charte des Nations Unies, au premier rang desquels la souveraineté (c'est-à-dire la non-ingérence). Mais la Russie n'est pas seulement attachée à des principes, comme pourrait l'indiquer l'hostilité constante à l'égard du concept de « responsabilité de protéger ». Elle est aussi attachée au fonctionnement des institutions, notamment celles dans lesquelles elle est amenée à jouer un rôle (par exemple, le Conseil de sécurité). Ceci explique l'absence de veto systématique et le passage de certaines résolutions (TSL²⁵ ; Libye²⁶). En d'autres termes, nous avons ici affaire à un conservatisme davantage qu'à un dogmatisme.

La ritournelle civilisationnelle

Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer la question civilisationnelle et son importance depuis les années 1990, notamment à travers la « géopolitique civilisationnelle ». Nous pouvons d'ailleurs légitimement nous demander si le passage du marxisme à la géopolitique ne s'est pas accompagné d'un passage, dans le discours sur la scène internationale, des idéologies de l'époque de la guerre froide aux civilisations. La Russie n'hésite pas à opposer au « choc des civilisations » de Huntington un « dialogue des civilisations », présentant le caractère hétérogène et multinational de sa population comme un atout pour assurer ce « dialogue » et brandissant les religions orthodoxe et musulmane comme des éléments de sa politique étrangère. Par ailleurs, Moscou semble avoir renoncé aux vieilles logiques d'alliances et aux blocs au profit de partenariats ponctuels et flexibles.

L'épisode ukrainien, et plus généralement la notion de « monde russe²⁷ », peut contredire le discours civilisationnel. En effet, nous avons d'un côté un discours civilisationnel censé permettre la coexistence dans le territoire national et un dialogue à l'échelle mondiale ; et de l'autre, un discours promouvant un élément national (les Russes d'Ukraine) dont la portée dépasse le cadre du territoire national. Le problème se reflète dans la langue à travers l'usage de deux adjectifs distincts : l'adjectif national *russskiy* (русский) de « monde russe » vient s'opposer ainsi à l'adjectif administratif *rossiyskiy* (российский). La Russie donne l'impression d'avoir fait le choix paradoxal de l'empire à l'intérieur de ses frontières et de la nation à l'extérieur de celles-ci.

25. Le Tribunal spécial pour le Liban, inauguré en mars 2009, est destiné à poursuivre les responsables de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri. C'est la résolution 1757 (2007) du Conseil de sécurité qui a autorisé sa formation.

26. Il s'agit ici de la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité, qui a permis une action militaire en Libye.

27. L'adjectif « russe » est pris ici au sens ethnique, ou du moins national. Cette notion, présente dans le discours officiel, évoque notamment les Russes vivant à l'extérieur des frontières de la Fédération de Russie. Dans le cadre de la crise ukrainienne, la notion de « monde russe » a aussi été utilisée par les adversaires de Moscou.

Recours à l'image et bataille culturelle

L'une des grandes nouveautés de la doctrine russe en politique étrangère est sans conteste l'importance accordée à l'image et aux médias. Il s'agit, entre autres objectifs, de contrer l'image négative que peut avoir la Russie à l'étranger. Parmi les outils déployés, citons la chaîne d'information *Russia Today* (devenue *RT*²⁸) qui diffuse en plusieurs langues (dont l'arabe) et qui pratique une stratégie différenciée. Nous avons constaté la coexistence de deux images opposées cultivées par la Russie : d'un côté, celle d'un pays attaché aux valeurs traditionnelles (promues notamment par l'Église orthodoxe et les milieux eurasistes) ; de l'autre, celle d'un pays associé à tout ce qui peut s'apparenter à une forme ou une autre de subversion dans les pays « occidentaux ». Cela va des programmes diffusés par *RT* (qui a notamment accueilli Julian Assange²⁹) à l'asile offert à Edward Snowden³⁰.

III – La Russie au Moyen-Orient : l'État territorial face aux réseaux

Cette vieille opposition entre l'idée impériale et l'idée nationale pourrait s'appliquer à la politique étrangère russe au Moyen-Orient : posture impériale ou défense de la souveraineté nationale ? La défense du territoire face au réseau implique une préférence ici pour la souveraineté nationale, en dépit de contradictions déjà évoquées. Après l'activisme diplomatique de Moscou aux côtés de l'État syrien, l'intervention militaire de septembre 2015, en réponse à une demande des autorités syriennes, constitue une étape supplémentaire qui en a surpris plus d'un. Si l'on a souvent évoqué une alliance particulière, voire une proximité avec le régime syrien, la position de Moscou semble plus structurelle : face aux menaces réticulaires, il faut des États solides.

A — Moscou et les soulèvements arabes

D'abord, il est important de noter, à la lecture du « Concept » évoqué plus haut, que les événements au Moyen-Orient furent assimilés à une volonté de retour à des « racines civilisationnelles ». Une lecture qui contraste avec la lecture libérale qui y a vu une aspiration à la démocratie face à des régimes autoritaires. Ensuite, il est évident que l'intervention militaire en Libye a largement contribué à crisper la

28. Chaîne de télévision d'information continue lancée en 2005 par RIA Novosti, agence de presse gouvernementale.

29. L'informaticien australien qui a fondé et dirigé *WikiLeaks*. Sous le coup d'une extradition, il vit à l'ambassade d'Équateur à Londres. Sur *RT*, il a eu l'occasion de dialoguer avec des intellectuels comme Noam Chomsky, Tariq Ali, Slavoj Žižek ou, encore, avec l'ancien président tunisien Moncef Marzouki.

30. L'informaticien américain qui a notamment révélé les programmes de surveillance de masse de la National Security Agency (NSA).

diplomatie russe. Plus généralement, le scepticisme russe face à ce que bien des observateurs ont qualifié de « printemps arabe » s'explique à quatre niveaux : la crainte de voir disparaître des partenaires habituels ; le risque d'ingérence « occidentale » ; la méfiance vis-à-vis de l'Islam politique et de son caractère réticulaire ; enfin, la crainte d'une fragilisation des États, celle-ci étant synonyme d'autoroutes pour le *djihad* transnational, un *djihad* que Moscou a subi à deux reprises : à l'extérieur de ses frontières lors de l'intervention soviétique en Afghanistan ; à l'intérieur de ses frontières dans le cadre des guerres de Tchétchénie.

B — Acteurs territoriaux et acteurs réticulaires au Moyen-Orient

Le biais géographique d'une telle dialectique (territoire-réseau) permet d'offrir une grille de lecture supplémentaire. Il ne s'agit pas de disqualifier les grilles de lectures existantes. La lecture réaliste des rapports de puissance entre États ou encore l'approche sociologique de pays comme la Syrie et l'Irak conservent ici leur pertinence.

Acteurs réticulaires

Les acteurs réticulaires les plus évidents sont sans doute les réseaux « djihadistes » transnationaux, qu'ils soient liés à l'organisation *État islamique* ou à Al-Qaïda. Si l'appui sur un territoire semble nécessaire, il faut néanmoins noter deux points : ces réseaux ne prospèrent que lorsque les États se délitent ou lorsqu'ils dysfonctionnent³¹, comme on a pu le voir avec l'exemple irakien (Luizard 2015) ; une fois installés, ils s'attaquent au principe de territorialité, comme l'a montré la mise en scène de l'effacement de la frontière syro-irakienne³² par « l'État islamique ». Par ailleurs, tous les acteurs non étatiques ne sauraient être considérés comme réticulaires : une organisation comme le Hezbollah, cible prioritaire des « djihadistes », si elle s'appuie bien sur un réseau chiite indéniable, son ancrage demeure libanais, avec des alliances solides dans le paysage politique libanais. En d'autres termes, des moyens réticulaires ne contredisent pas une fin territoriale.

Le jeu réticulaire est en réalité un jeu ambigu. Deux acteurs étatiques moyen-orientaux ont largement soutenu la logique réticulaire, et un réseau en particulier. Ce sont la Turquie et le Qatar qui ont en effet apporté un soutien

31. Cela concerne, par exemple, le mécontentement de populations sunnites irakiennes devant une nouvelle armée irakienne, aussi confessionnelle que la précédente, mais cette fois chiite.

32. Présentée à tort comme la « frontière Sykes-Picot » (en référence à l'accord Sykes-Picot de 1916) dans la mesure où l'accord Sykes-Picot plaçait Alep et Mossoul du même côté (le côté français).

indéfectible au réseau des Frères musulmans, aussi bien en Syrie qu'en Égypte. La Turquie se retrouve ainsi dans une situation particulièrement ambivalente : encline à jouer la carte du réseau, elle est en même temps contrainte de mobiliser le logiciel territorial classique quand il s'agit de la question kurde. Au-delà même de la question kurde, entre la fin de l'année 2016 et le début de l'année 2017, après des épisodes de tension entre Moscou et Ankara, et malgré une intervention militaire russe intensive (notamment à Alep), la Turquie a fait un pas certain vers la logique territoriale. Cela s'est traduit non pas par un rapprochement avec Damas, mais par une participation – au même titre que Téhéran – à la solution russe en Syrie, notamment dans le cadre de la supervision du cessez-le-feu à Alep.

L'ambiguïté réside aussi dans l'imbrication des jeux territorial et réticulaire. Si un acteur territorial peut recourir à des moyens réticulaires, il est évident aussi qu'un acteur réticulaire comme « l'État islamique » ne peut survivre qu'avec deux éléments contradictoires et complémentaires : le mécontentement suscité par l'État territorial remis en cause (des populations sunnites irakiennes) et les atouts de l'ancien État territorial (les anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein).

Les acteurs territoriaux

L'acteur territorial par excellence est évidemment l'État, même si nous avons rappelé que certains États pouvaient être tentés par le jeu réticulaire. La préférence territoriale permet par exemple l'effacement ponctuel de différences idéologiques et de différends politiques : quand il s'agit de dénoncer les Frères musulmans, Saoudiens, Émiratis, Russes et Syriens semblent sur la même longueur d'onde. Aux acteurs étatiques s'ajoutent les acteurs qui aspirent à une territorialité : le meilleur exemple de ce point de vue est celui des combattants kurdes. À ces deux catégories, il faut ajouter les acteurs dont la priorité est territoriale : nous avons évoqué l'exemple du Hezbollah.

Cette dialectique s'applique parfaitement à l'État syrien, alors même que son idéologie officielle³³ (ainsi que l'histoire du pays) peut contredire toute obsession territoriale. La rhétorique de la « guerre contre le terrorisme », l'évocation de visas pour les ressortissants arabes jusque-là exemptés et la volonté de cloisonner le territoire pour combattre les rebelles en vase clos furent autant d'exemples de la « thérapie territoriale », pour reprendre la formule de Bertrand Badie (1995). Thérapie territoriale néanmoins soutenue par des acteurs non étatiques (des milices chiites, ce qui permet de fait d'observer l'interdépendance entre le réseau et le territoire), par l'allié iranien et par Moscou.

33. Le parti Baath est nationaliste arabe.

C — Moscou au secours de l'État territorial au Moyen-Orient ?

Dans le cadre de la crise syrienne, pour Moscou, il ne s'agit pas tant de soutenir un régime que d'apporter un soutien à un État. Cela traduit une vision réaliste dans laquelle l'État est appréhendé tel qu'il est. Il peut faire face à deux types de menaces auxquelles la Russie n'est pas insensible : celles dont l'origine est en deçà de l'État (les groupes de combattants) et celles dont l'origine est au-delà de l'État (l'ingérence de puissances étrangères). Il faut ainsi noter que Moscou soutient l'institution militaire en Irak³⁴ et en Égypte³⁵ aussi vigoureusement qu'en Syrie, ce qui peut refléter un principe général plutôt que des alliances particulières.

L'intervention militaire en Syrie traduit une détermination particulière. Moscou semble avoir voulu participer activement à la thérapie territoriale syrienne : le groupe État islamique était loin de constituer la seule cible. Cette intervention pouvait donner l'impression que le fameux « étranger proche » s'étendait. Il va de soi qu'un tel soutien russe à la logique territoriale traduit un souci pour son propre territoire : combattre la menace le plus loin possible et envoyer un signal de fermeté.

En définitive, Moscou continue de représenter quelque chose dans le monde et au Moyen-Orient. Après avoir défendu la légitimité monarchique au congrès de Vienne en 1814-1815, après avoir longtemps joué le rôle de puissance tutélaire des chrétiens orthodoxes au Proche-Orient, après avoir représenté une boussole idéologique pour les mouvements socialistes, c'est aujourd'hui à travers la souveraineté et la logique territoriale qu'elle se distingue. Seulement, et au-delà même du courant néo-eurasiste qui connaît une ascension, tout cela s'accompagne d'un habillage civilisationnel et identitaire manifeste. Comme si le caractère austère de la souveraineté et du territoire nécessitait un écrin civilisationnel.

Adlene MOHAMMEDI

UMR Prodig
2, rue Valette
75005 Paris
France

admao@hotmail.fr

Bibliographie

- AGNEW John, 1994, « The Territorial Trap. The Geographical Assumptions of International Relations Theory », *Review of International Political Economy*, vol. 1, n° 1, printemps : 53-80.
BADIE Bertrand, 1995, *La fin des territoires*, Paris, Fayard.

34. Selon l'agence de presse RIA Novosti, un contrat de 4 milliards de dollars a été signé en 2012.

35. Le président russe a apporté son soutien au maréchal al-Sissi lors de l'élection présidentielle égyptienne.

- BEN-AMI Shlomo, 2016, «Get Ready, America : Russia Is Back in a Big Way in the Middle East», *The National Interest*, 13 avril. Page consultée sur Internet (nationalinterest.org/blog/the-buzz/get-ready-america-russia-back-big-way-the-middle-east-15768) le 1^{er} mai 2016.
- BODIN Jean, 1629 [1576], *Les Six Livres de la République*, Paris, Texte digitalisé consulté sur le site de la Bibliothèque nationale de France (gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6546272j.r=jean+bodin.langEN#).
- BOUCHARD Gérard, 2011, *Qu'est-ce que l'interculturalisme ?* Page consultée sur Internet (www.symposium-interculturalisme.com/pdf/BOLIII-IVJan2011.pdf) le 3 mai 2016.
- BOUCHET Christian, 2011, «Syrie: Le Parti social nationaliste syrien, un parti né d'une «vision géopolitique»», *Le Huffington Post*, 26 avril. Page consultée sur Internet (archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2011/04/26/2477586_syrie-le-parti-social-nationaliste-syrien-un-parti-ne-d-une-vision-geopolitique.html) le 3 avril 2016.
- BOURDIEU Pierre, 2012, *Sur l'État. Cours au Collège de France (1989-1992)*, Paris, Seuil.
- CARRÈRE Emmanuel, 2011, *Limonov*, Paris, P.O.L.
- CHAUDET Didier, Florent PARMENTIER et Benoît PÉLOPIDAS, 2007, *L'Empire au miroir. Stratégies de puissance aux États-Unis et en Russie*, Genève, Droz.
- CLOWES Edith W., 2011, *Russia on the Edge. Imagined Geographies and Post-Soviet Identity*, Ithaca, Cornell University Press.
- CORM Georges, 2012, *Pour une lecture profane des conflits*, Paris, La Découverte.
- CORM Georges, 2015, *Pensée et politique dans le monde arabe*, Paris, La Découverte.
- DEBRAY Régis, 2000, «Les révolutions médiologiques dans l'histoire», *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*. Page consultée sur Internet (bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2000-01-0004-001) le 15 mai 2016.
- DEBRAY Régis, 2010, *Éloge des frontières*, Paris, Gallimard.
- DELANOË Igor, 2014, «Le retour de la Russie en Méditerranée», *Cahiers de la Méditerranée*, n° 89 : 23-35.
- DERRIDA Jacques, 2008, *Séminaire. La bête et le souverain : volume 1 (2001-2002)*, Paris, Galilée.
- FOUCHER Michel, 2007, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin.
- GOTTMANN Jean, 1952, *La politique des États et leur géographie*, Paris, Armand Colin.
- GOTTMANN Jean, 1973, *The Significance of Territory*, Charlottesville, The University Press of Virginia.
- GRATCHEV Andreï, 2013, «D'ouest en est : les ambitions eurasiennes de Vladimir Poutine», dans B. Badie et D. VIDAL (dir.), *L'état du monde 2014, Puissances d'hier et de demain*, Paris, La Découverte : 109-117.
- HUNTINGTON Samuel, 1996, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Simon & Schuster.
- KOSKENIEMI Martti, 2011, «What Use for Sovereignty Today ?», *Asian Journal of International Law*, n° 1 : 66-70.
- LARUELLE Marlène, 2007, *La quête d'une identité impériale. Le néo-urasisme dans la Russie contemporaine*, Paris, PETRA.
- LUIZARD Pierre-Jean, 2015, *Le piège Daeche*, Paris, La Découverte.
- LYOTARD Jean-François, 1979, *La Condition postmoderne*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- MITROFANOVA Anastasia, 2012, «La géopolitique dans la Russie contemporaine», *Hérodote*, n° 146-147 : 183-192.
- NIVAT Georges, 2007, «Les paradoxes de l'«affirmation eurasiennne»», *Esprit*, n° 10 : 118-135.
- Ó TUATHAIL Gearóid, 1996, *Critical Geopolitics*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- PRÉVÉLAKIS Georges, 1996, «La notion de territoire dans la pensée de Jean Gottmann», *Géographie et Cultures*, Paris, L'Harmattan, n° 20 : 81-96.
- PRIMAKOV Evgueni, 2009, *Le Monde sans la Russie ? À quoi conduit la myopie politique*, Paris, Economica.
- ROMER Jean-Christophe, 2001, «La politique étrangère russe sous Boris Eltsine», *Annuaire français des Relations internationales*, vol. 2 : 49-62.

- SAMAH Nour, 2016, « The Eagles of the Whirlwind », *Foreign Policy*, 28 mars. Page consultée sur Internet (foreignpolicy.com/2016/03/28/the-eagles-of-the-whirlwind/) le 1^{er} avril 2016.
- SCHMITT Carl, 1988 [1922], *Théologie politique*, Paris, Gallimard.
- DE TINGUY Anne, 2008, « *La Russie et l'Union européenne, partenariat ou coexistence ?* », dans A. DE TINGUY (dir.), *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Paris, CERI : 135-166.
- DE TINGUY Anne et Isabelle FACON, 2008, « *L'ouverture sur l'Asie et le monde arabo-musulman : La Russie "quitte-t-elle l'Occident" ?* », dans A. DE TINGUY (dir.), *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Paris, CERI : 167-201.
- WALTZ Kenneth, 1959, *Man, the State, and War*, New York, Columbia University Press.
- WEBER Max, 1971, *Économie et société*, Paris, Plon.
- WENDT Alexander, 1992, « Anarchy is What States Make of it », *International Organization*, vol. 46, n° 2, printemps : 391-425.